

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Rivière-du-Loup | 12072 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Rivière-du-Loup pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
Jacques Moreau, OMA

Date
1.1 29 avril 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	35
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	37
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	38
Situation financière par organismes	39
Charges par objets	40
Excédent (déficit) accumulé	41
Avantages sociaux futurs	45

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	54
Analyse des charges consolidées	66

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres du conseil municipal de Ville de Rivière-du-Loup

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la ville au 31 décembre 2025 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La ville a comptabilisé un passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière aux 31 décembre 2025 et 2024. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés en ce qui concerne le montant comptabilisé et les informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations aux 31 décembre 2025 et 2024, à l'excédent accumulé aux 1^{er} janvier 2025 et 2024 et aux 31 décembre 2025 et 2024 ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, en raison des incidences éventuelles de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Nous attirons l'attention sur le fait que la ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité no A128114
Rivière-du-Loup, le 29 avril 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024 Redressé note 24
Revenus			
Taxes	1	47 030 567	42 734 767
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 885 285	4 689 861
Quotes-parts	3		
Transferts	4	4 097 630	14 293 927
Services rendus	5	9 741 956	9 097 886
Imposition de droits	6	2 074 617	1 481 712
Amendes et pénalités	7	855 938	605 647
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	1 624 567	1 524 998
Autres revenus	10	4 355 497	5 180 910
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(422 458)	1 526 424
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	74 243 599	81 136 132
Charges			
Administration générale	14	8 418 771	6 662 030
Sécurité publique	15	8 170 889	7 619 565
Transport	16	11 908 761	10 827 766
Hygiène du milieu	17	16 249 184	15 283 143
Santé et bien-être	18	747 334	249 659
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 864 266	1 758 921
Loisirs et culture	20	10 081 736	9 222 260
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	3 454 956	3 177 969
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	60 895 897	54 801 313
Excédent (déficit) lié aux activités	25	13 347 702	26 334 819
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	190 636 491	165 953 069
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27	1 651 397	
Solde redressé	28	192 287 888	165 953 069
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	205 635 590	192 287 888

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	49 594 984	32 015 832
Débiteurs (note 5)	2	25 593 129	32 907 879
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	9 417 778	8 588 971
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(4 594 385)	(4 171 927)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	80 011 506	69 340 755
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	12 497 650	14 230 088
Revenus reportés (note 11)	12	1 435 812	1 422 776
Dette à long terme (note 12)	13	86 282 619	89 679 105
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	596 600	816 400
Autres passifs (note 14)	15	9 097 859	8 186 917
	16	109 910 540	114 335 286
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(29 899 034)	(44 994 531)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	235 200 750	236 656 314
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	108 928	119 807
Stocks de fournitures	20	832 309	845 781
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	255 118	271 588
	23	236 397 105	237 893 490
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	206 498 071	192 898 959
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	205 635 590	192 287 888
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	862 481	611 071
	27	206 498 071	192 898 959

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	13 347 702	26 334 819
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	8 866 641)	22 029 295)
Produit de cession	3	2 985 500	46 800
Amortissement	4	8 767 016	7 435 482
(Gain) perte sur cession	5	(1 430 310)	268 418
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	1 455 565	(14 278 595)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	10 879	
Variation des stocks de fournitures	10	13 472	692
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	16 469	(92 744)
	13	40 820	(92 052)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14	251 410	356 392
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	15 095 497	12 320 564
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(46 645 928)	(57 315 095)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18	1 651 397	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(44 994 531)	(57 315 095)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(29 899 034)	(44 994 531)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	611 071	254 679
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	606 468	525 689
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪ Gains réalisés	5.1	(355 058)	(169 297)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	251 410	356 392
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	862 481	611 071

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 347 702	26 334 819
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 767 016	7 435 482
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte (gain) cession immobilisations	4.1	(1 430 310)	268 418
▪ Perte (gain) valeur placement investissement	4.2	422 458	(1 695 721)
▪ Gain sur réévaluation	4.3	251 410	356 392
	5	21 358 276	32 699 390
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	7 314 750	(2 904 181)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 544 661	1 202 004
Revenus reportés	9	13 036	347 744
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(219 800)	(294 800)
Propriétés destinées à la revente	11	10 879	
Stocks de fournitures	12	13 472	692
Autres actifs non financiers	13	16 470	(60 794)
	14	30 051 744	30 990 055
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	11 232 798)(	21 199 346)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	2 985 500	46 800
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(8 247 298)	(21 152 546)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	99 983)(	99 983)
Remboursement ou cession	21	120 312	(4 428)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	3 280 473)(	3 397 885)
Cession	23	2 431 336	2 704 841
	24	(828 808)	(797 455)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	10 010 000	23 306 000
Remboursement de la dette à long terme	26 (	13 521 000)(	17 714 000)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(8 200 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	114 514	71 742
Autres			
▪	29.1		
	30	(3 396 486)	(2 536 258)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	17 579 152	6 503 796
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	32 015 832	25 512 036
Solde déjà établi	33		
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	34	32 015 832	25 512 036
Solde redressé	35	49 594 984	32 015 832
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025

2024

Redressé note 24

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Rivière-du-Loup (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (le déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.]

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes paramunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

- Corporation de l'Aéroport de Rivière-du-Loup inc. : 100 %;
- Les Loisirs de Rivière-du-Loup : 100 %.

b) Partenariats

La Ville participe au partenariat de la Société d'économie mixte et d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMÉR) qui se qualifie en tant qu'entreprise municipale et qui est comptabilisée selon la méthode modifiée de la comptabilisation à la valeur de consolidation en proportion du pourcentage de détention de 30 %.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

Périodes _

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

• Infrastructures	15 à 40 ans
• Bâtiments	15 à 40 ans
• Véhicules	5 à 20 ans
• Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
• Machinerie, outillage et équipement divers	10 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modifications ont été émis pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créateurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »).

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante :

- Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

- Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement commence dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte;
- Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir;
- L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la « Loi RRSM »). Comme les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités ont été jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes, une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu. Elle ne visera toutefois que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1er janvier 2017. Puisque le régime n'a pas suspendu l'indexation automatique, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Appariement fiscal des revenus de transfert :

- Démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
- Redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation des revenus de transfert.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés. Les coûts de transaction relatifs aux actifs et aux passifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats consolidés au cours de l'exercice où ils sont engagés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers), à l'exception des placements dans des fonds communs d'actions et autres chez Valeurs mobilières Desjardins qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur des placements dans des fonds communs d'actions et autres chez Valeurs mobilières Desjardins sont comptabilisées à l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier soit décomptabilisé.

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers, et ce, tant pour les actifs financiers qui sont évalués ultérieurement au coût après amortissement que pour ceux qui sont évalués ultérieurement à la juste valeur. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et, dans le cas d'un actif financier classé dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur, entraîne l'annulation de toute réévaluation nette présentée dans l'état consolidé des gains et pertes de réévaluation lorsqu'une dépréciation est comptabilisée.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 49 594 984	32 015 832
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments	3.1	
▪		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 49 594 984	32 015 832
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 49 594 984	32 015 832
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 22 371 582	23 976 615
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8 1 212 302	9 844 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives à 22 371 582 \$ (23 976 615 \$ au 31 décembre 2024) et à l'excédent de fonctionnement affecté des organismes contrôlés, aux fonds réservés pour le fond de roulement et aux soldes disponibles des règlements d'emprunts fermés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 3 450 133 \$ (3 380 979 \$ en 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 1 607 702 \$ (1 524 910 \$ en 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	1 826 534	1 413 948
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 776 100	19 920 588
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	3 171 980	8 481 280
Organismes municipaux	13	631 762	1 106 625
Autres			
▪ Autres débiteurs	14.1	3 152 540	1 956 816
▪ Organismes consolidés	14.2	34 213	28 622
	15	25 593 129	32 907 879
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	12 822 449	13 158 549
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	12 822 449	13 158 549
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	747 242	654 371
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	4 523 137	4 743 855
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	9 588 199	12 182 066
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	200 000	
Ministère de la Culture et des Communications	26	533 300	1 561 412
Autres ministères/organismes	27	1 931 464	1 433 255
	28	16 776 100	19 920 588

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,05 % à 4,48 % au 31 décembre 2025 et viennent à chance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	432 100	452 429
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37	8 985 678	8 136 542
	38	9 417 778	8 588 971
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	8 985 678	8 136 542
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés d'un placement à l'Union des municipalités du Québec totalisant la somme de 432 100 \$ (452 429 \$ au 31 décembre 2024).

Les autres placements sont composés de participation dans divers fonds communs d'actions et autres chez Valeurs mobilières Desjardins totalisant la somme de 8 985 678 \$ (8 136 542 \$ au 31 décembre 2024).

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (4,20 %; 5,45 % au 31 décembre 2024) et renouvelable en avril 2026. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisé pour les dépenses courantes de la ville.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	3 890 185	5 095 681
Salaires et avantages sociaux	45	1 811 336	1 728 159
Dépôts et retenues de garantie	46	939 361	1 712 483
Provision pour contestations d'évaluation	47	239 458	381 892
Autres			
▪ Intérêts	48.1	404 180	399 357
▪ TPS-TVQ, redevances	48.2	312 638	320 359
▪ Divers	48.3	1 321 925	1 103 412
▪ SHQ	48.4	3 578 567	3 488 745
	49	12 497 650	14 230 088

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	151 372	195 877
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres	55.1		
▪			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	250 130	246 535
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Divers projets	62.1	291 851	255 623
▪ Fonds de stationnement	62.2	95 913	95 913
▪ Jeux du Québec - Comité de legs	62.3	646 546	628 828
	63	1 435 812	1 422 776

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,05	2026	2030	64	86 809 000	90 320 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	86 809 000	90 320 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(526 381)	(640 895)
					72	86 282 619	89 679 105

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73	14 798 000			14 798 000
2027	74	29 311 000			29 311 000
2028	75	18 089 000			18 089 000
2029	76	17 011 000			17 011 000
2030	77	7 600 000			7 600 000
2031 et plus	78				
	79	86 809 000			86 809 000
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	86 809 000			86 809 000

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (180 100)	(405 800)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (416 500)	(410 600)
	84 (596 600)	(816 400)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 1 285 100	1 204 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 18 300	51 400
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88 7 407	467
Régimes de retraite des élus municipaux	89 33 783	36 655
	90 1 344 590	1 292 622

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	9 097 859	8 186 917
Autres			
▪	93.1		
	94	9 097 859	8 186 917
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	8 186 917	7 392 707
Passifs engagés	96	910 942	794 210
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	9 097 859	8 186 917

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les activités des sites d'enfouissement, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après fermeture sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférents sont les suivantes :

- Constatation et mesure du passif : selon le nombre de mètres cubes enfouis au cours de l'exercice;
- Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 4 ans;
- Capacité restante estimative : 239 440 mètres cubes;
- Actifs affectés au règlement du passif : 8 985 678 \$;
- Période estimative nécessaire pour les activités d'après fermeture : 30 ans;

Les charges estimatives totales relatives aux activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement totalisent 7 776 592 \$ (7 776 592 \$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	72 126 685	(5 154)		72 121 531
Eaux usées	102	46 585 175	4 630 538		51 215 713
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	68 407 089	614 300		69 021 389
Autres					
▪ Autres	104.1	59 233 126	10 381 653		69 614 779
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	67 515 815			67 515 815
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	10 630 488	39 686	180 052	10 490 122
Ameublement et équipement de bureau	109	3 647 927	67 777		3 715 704
Machinerie, outillage et équipement divers	110	9 535 307	1 147 354		10 682 661
Terrains	111	4 738 193		1 549 682	3 188 511
Autres	112	48 777			48 777
	113	342 468 582	16 876 154	1 729 734	357 615 002
Immobilisations en cours	114	43 488 814	(8 009 513)		35 479 301
	115	385 957 396	8 866 641	1 729 734	393 094 303
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	34 340 055	1 722 110		36 062 165
Eaux usées	117	32 032 235	1 082 437		33 114 672
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	30 243 620	1 589 977		31 833 597
Autres					
▪ Autres	119.1	16 850 763	1 529 368		18 380 131
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	18 751 922	1 669 362		20 421 284
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	7 332 743	593 239	174 545	7 751 437
Ameublement et équipement de bureau	124	3 283 702	86 094		3 369 796
Machinerie, outillage et équipement divers	125	6 466 042	494 429		6 960 471
Autres	126				
	127	149 301 082	8 767 016	174 545	157 893 553
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	236 656 314			235 200 750
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	108 928	119 807
Autres	134		
	135	108 928	119 807
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	108 928	119 807

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	252 805	267 775
▪ Cautionnement	143.2	2 313	3 813
Autres			
▪	144.1		
	145	255 118	271 588

Note**19. Obligations contractuelles****CONTRATS :**

La Ville a signé un protocole d'entente avec la Commission scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup (maintenant appelé Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup) pour une contribution financière pour la construction d'un stade multisport. La Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 3 000 000 \$, taxes et ristournes incluses, plus les frais d'intérêts sur cette somme, payable sur une période de 20 ans. Le versement du capital a débuté en décembre 2018. Au 31 décembre 2025, l'engagement est de 2 162 383 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2022 pour le service de dégagement des chaussées. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 13 504 245 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 4 726 486 \$;

2026 : 2 700 849 \$;

2027 : 2 025 637 \$.

La Ville s'est engagée par des contrats d'une durée de 5 ans à compter de 2021 pour le déneigement des stationnements et des kiosques postaux. Le montant minimum à payer suivant ces contrats est 749 129 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 76 395 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter du 16 septembre 2024 pour le service d'enlèvement des ordures, matières recyclables et matières organiques. Le montant annuel est de 1 729 178 \$ (taxes en sus) pour la première année du contrat. Ce montant sera indexé selon le prix du carburant et l'IPC pour chacune des 5 années du contrat.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2023 pour l'entretien du réseau d'éclairage public et des bâtiments et feux de circulation. Les taux horaires/hommes varient de 94,50 \$ à 99,00 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 7 ans à compter de 2020 pour les services professionnels en évaluation. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 2 314 702 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 285 136 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 12 mois à compter de décembre 2025 à novembre 2026 pour l'entretien des parcs. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 96 960 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 93 082 \$ et est exigible au cours du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2025 pour la fourniture de combustibles. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est 1 393 675,99 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 1 011 505 \$.

2026 : 459 775 \$

2027 : 551 730 \$

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 6 ans à compter de 2023 pour l'exploitation et l'entretien général du LET pour un montant minimum à payer suivant ce contrat est de 4 778 826 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 2 587 977 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2026 : 956 145 \$;
2027 : 974 277 \$;
2028 : 657 555 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2024 pour la location de différents équipements. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 440 390 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 89 190 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2026 pour les services professionnels en audit. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 119 600 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 119 600 \$.

2026 : 29 000 \$;
2027 : 29 600 \$;
2028 : 30 200 \$;
2029 : 30 800 \$;

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2022 pour le service de vidange et de valorisation des boues des étangs aérés. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 1 687 298 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 163 713 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2023 pour le service de laboratoire. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 187 407 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 5 665 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2023 pour l'entretien des parcs, fossés et espaces verts. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 1 082 675 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 458 025 \$.

2026 : 224 725 \$;
2027 : 233 300 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2026 pour l'entretien ménager de certains édifices municipaux. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 449 783 \$ (taxes en sus). Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 449 783 \$.

2026 : 147 956 \$;
2027 : 149 646 \$;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2028 : 152 181 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 5 ans à compter de 2024 pour la fourniture en gaz propane. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 188 257 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 112 954 \$.

2026 : 37 651 \$;

2027 : 37 651 \$;

2028 : 37 651 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans en services professionnels de mesure de débit. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 199 096 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 69 600 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans en nettoyage et inspection télévisée du réseau d'égout. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 102 360 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 35 400 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 2 ans pour les années 2025-2026 avec une possibilité d'une 3^e année supplémentaire en option pour l'achat de PAX-XL8. Le tarif est de 0.81 \$ / le kg pour 2026.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2025 pour la location de la machinerie pour le balayage des rues. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 260 041 \$ taxes en sus. Le solde des engagements au 31 décembre 2025 est de 175 071 \$.

2026 : 86 669 \$;

2027 : 88 402 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 2 ans pour les années 2025 et 2026 pour l'achat de fourniture de matériaux granulaires. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 342 379 \$ taxes en sus. Le solde des engagements au 31 décembre 2025 est de 173 566 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 2 ans à compter de 2025 pour l'achat d'asphalte en vrac. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 213 114 \$ taxes en sus. Le solde des engagements au 31 décembre 2025 est de 109 148 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2025 pour des services professionnels en analyses de laboratoire pour le Lieu d'enfouissement technique. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 206 819 \$ taxes en sus. Le solde des engagements au 31 décembre 2025 est de 137 880 \$.

2026 : 68 940 \$;

2027 : 68 940 \$.

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 4 ans à compter de 2025 pour des services de vidanges de fosses septiques. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 435 480 \$ taxes en sus. Le solde des engagements au 31 décembre 2025 est de 269 120 \$.

2026 : 57 847 \$

2027 : 155 101 \$

2028 : 56 172 \$

La Ville s'est engagée par un contrat d'une durée de 3 ans à compter de 2024 pour des services de traitement des matières résiduelles concernant la disposition de matières résiduelles au lieu d'enfouissement technique de la Ville. Le montant minimum à payer suivant ce contrat est de 750 000 \$ taxes en sus. Le solde des engagements au 31 décembre 2025 est de 150 000 \$ et est exigible au courant du prochain exercice.

La Ville a procédé à l'achat d'un camion auto-pompe au montant de 1 215 614 \$. La commande a été faite en 2025 et le camion n'est pas encore livré.

FORMATION DE LA MAIN-D'OEUVRE :

La Ville est assujettie, en tant qu'employeur, aux dispositions de la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre. Les montants requis par cette Loi ont été consacrés à la formation en 2025.

Office régional d'habitation de Rivière-du-Loup

L'Office régional d'habitation de Rivière-du-Loup, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit. Au 31 décembre 2025, la Ville a versé un montant de 648 768 \$ (116 924 \$ au 31 décembre 2024).

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement des subventions du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisation et d'infrastructure terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 3 835 868 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 389 560 \$ en 2026, 368 119 \$ en 2027, 345 859 \$ en 2028, 322 658 \$ en 2029 et 298 680 \$ en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les subventions pour le remboursement du capital totalisent 12 822 449 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 623 629 \$ en 2026, 645 073 \$ en 2027, 667 330 \$ en 2028, 690 532 \$ en 2029 et 715 508 \$ en 2030.

La Ville recevra un montant totalisant 200 000 \$ sur une période de quarante ans se terminant en mars 2054 pour un bail emphytéotique avec la SÉMER. Le montant annuel est de 5 000 \$ et a débuté en 2014. Au 31 décembre 2025, le solde à recevoir est de 140 000 \$.

La Ville a également conclu un contrat de location pour un local à la Société québécoise des infrastructures à l'édifice Rosaire-Gendron. La location se terminera le 30 avril 2027. Le montant minimum que la Ville recevra totalise 242 489 \$. L'échéancier de ce revenu de loyer pour les deux prochains exercices est de 181 867 \$ en 2026 et 60 622 \$ en 2027.

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup

La Ville garantit les obligations de la Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 9 147 866 \$. La direction estime que la probabilité que la Ville ait à engager des coûts importants en raison de cette caution est faible.

Club de curling de Rivière-du-Loup

La Ville garantit la dette du Club de curling de Rivière-du-Loup. Le risque maximal en vertu de cette caution est de 3 422 250 \$. La Ville assume partiellement le coût de cette dette et le prévoit lors de l'élaboration de son budget annuel.

Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Rivière-du-Loup. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 2 042 071 \$ (3 179 174 \$ au 31 décembre 2024).

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Divers griefs ont été déposés et pour lesquels une étude d'avocats représente les intérêts de la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a comptabilisé une provision de 68 433 \$.

La Ville est partie défenderesse dans des poursuites judiciaires intentées contre elle. La Ville croit au bien-fondé de sa défense. À la date de clôture de l'exercice, les conseillers juridiques de la Ville estiment que l'issue de ces procédures est incertaine. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a comptabilisé une provision de 141 714 \$.

La Ville fait l'objet d'une poursuite d'un montant de 2 818 500 \$ pour une intervention qui a été réalisée par le service de la sécurité publique de la Ville. La Ville est couverte par une couverture d'assurances pour ce type de litige d'au moins 5 000 000 \$, ce qui signifie qu'elle aurait seulement une franchise de 250 000 \$ à payer. La provision de 250 000 \$ a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2023, 2024 et 2025. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 239 458 \$ (381 892 \$ au 31 décembre 2024) a été inscrite à l'état consolidé de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient portées aux résultats de l'exercice en cours.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétroactivement la comptabilisation de la participation dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux pour ajuster la quote-part de la Ville suite à l'ajout d'un nouvel actionnaire dans l'actionnariat de SÉMER. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, une augmentation des revenus de quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux de 1 651 397 \$ et de l'excédent lié aux activités du même montant. De plus, cette modification a entraîné, au 31 décembre 2024, une augmentation de la participation dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux ainsi que de l'excédent accumulé de 1 651 397 \$ et une diminution de la dette nette du même montant.

25. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute de renseignements nécessaires.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers*Risque de crédit*

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les actifs financiers en souffrance totalisent 1 637 210 \$ (1 341 828 \$ au 31 décembre 2024), ont tous une échéance inférieure à un an et sont présentés déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 242 \$ (654 371 \$ au 31 décembre 2024). 927

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de prix autre

Le risque de prix autre est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Les placements en fonds communs de placement exposent indirectement la Ville au risque de prix autre.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible du cours de ces titres de 10% (10% au 31 décembre 2024) est considérée comme une base adéquate pour estimer l'incidence éventuelle qu'un changement raisonnablement possible des risques de marché pourrait avoir sur l'excédent (le déficit) de l'exercice et sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice à la date des états financiers. Si le cours publié des fonds communs de placement avait augmenté ou diminué de ce pourcentage, l'incidence sur les états financiers au 31 décembre 2025 n'aurait pas été significative.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	12 167 300 \$		
Dettes à long terme	17 535 208 \$	51 485 738 \$	25 554 223 \$
Total	29 702 508 \$	51 485 738 \$	25 554 223 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	42 693 665	43 657 928	45 775 230			45 775 230
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 689 861	4 761 707	4 885 285			4 885 285
Quotes-parts	3						
Transferts	4	3 049 227	3 241 972	3 802 909		1 234 913	3 811 757
Services rendus	5	8 680 137	7 803 559	9 259 295		482 661	9 741 956
Imposition de droits	6	1 481 712	1 003 500	2 074 617			2 074 617
Amendes et pénalités	7	605 647	675 625	855 938			855 938
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	1 524 998	986 100	1 624 567			1 624 567
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10			785 834			785 834
Autres	11	1 017 087	1 275 090	3 569 663			3 569 663
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	63 742 334	63 405 481	72 633 338		1 717 574	73 124 847
Investissement							
Taxes	14	41 102		1 255 337			1 255 337
Quotes-parts	15						
Transferts	16	11 231 999	5 305 154	285 873			285 873
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18	4 130 633					
Autres	19	633 190		100 000			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20	1 526 424		(422 458)			(422 458)
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	17 563 348	5 305 154	1 218 752			1 118 752
	23	81 305 682	68 710 635	73 852 090		1 717 574	74 243 599

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	81 305 682	68 710 635	73 852 090		1 717 574	74 243 599
Charges							
Administration générale	25	6 441 693	8 267 362	8 194 551	224 220		8 418 771
Sécurité publique	26	7 360 124	7 513 472	7 617 195	553 694		8 170 889
Transport	27	8 651 730	10 066 803	9 449 933	2 339 429	294 399	11 908 761
Hygiène du milieu	28	11 843 353	13 009 794	12 531 289	3 717 895		16 249 184
Santé et bien-être	29	249 659	1 021 976	747 334			747 334
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 731 190	2 068 016	1 830 941	33 325		1 864 266
Loisirs et culture	31	7 711 126	7 986 713	7 938 108	1 897 893	1 396 800	10 081 736
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	3 177 969	3 872 582	3 454 956			3 454 956
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	7 434 922	8 766 456	8 766 456 (	8 766 456)		
	36	54 601 766	62 573 174	60 530 763		1 691 199	60 895 897
Excédent (déficit) lié aux activités	37	26 703 916	6 137 461	13 321 327		26 375	13 347 702

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	26 703 916	6 137 461	13 321 327	26 375	13 347 702
Moins : revenus d'investissement	2	(17 563 348)	(5 305 154)	(1 218 752)	()	(1 118 752)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	9 140 568	832 307	12 102 575	26 375	12 228 950
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	7 434 922	8 766 456	8 766 456	560	8 767 016
Produit de cession	5	46 800		2 985 500		2 985 500
(Gain) perte sur cession	6	268 418		(1 430 310)		(1 430 310)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	7 750 140	8 766 456	10 321 646	560	10 322 206
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			10 879		10 879
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			10 879		10 879
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	(4 428)	25 000	120 312		120 312
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	(4 428)	25 000	120 312		120 312
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 345 386)	(7 734 864)	(11 551 460)	()	(11 551 460)
	18	(7 345 386)	(7 734 864)	(11 551 460)		(11 551 460)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 303 810)	(2 141 927)	(2 386 772)	()	(2 386 772)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	47 000	81 800	(735 535)		(735 535)
Réserves financières et fonds réservés	22	(706 918)	171 761	4 517 579		4 517 579
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(117 004)	(533)	(92 032)		(92 032)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(3 080 732)	(1 888 899)	1 303 240		1 303 240
	26	(2 680 406)	(832 307)	204 617	560	205 177
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 460 162		12 307 192	26 935	12 434 127

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	17 563 348	1 218 752	1 118 752
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	433 341)(	182 117)(	182 117)
Sécurité publique	3 (	149 709)(	16 567)(	16 567)
Transport	4 (	7 374 927)(	4 536 792)(	4 536 792)
Hygiène du milieu	5 (	10 174 931)(	3 355 413)(	3 355 413)
Santé et bien-être	6 (	3 779)())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	64 784)(	62 650)(	62 650)
Loisirs et culture	8 (	3 822 504)(	713 102)(	713 102)
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	22 023 975)(	8 866 641)(	8 866 641)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 ()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	1 626 407)(	(322 475))(	(322 475))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	7 444 639	8 522 685	8 522 685
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	2 303 810	2 386 772	2 386 772
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	(64 570)	121 383	121 383
Excédent de fonctionnement affecté	17	53 383	2 579 308	2 579 308
Réserves financières et fonds réservés	18	963 606	321 923	321 923
	19	3 256 229	5 409 386	5 409 386
	20	(12 949 514)	5 387 905	5 387 905
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	4 613 834	6 606 657	6 506 657

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	31 569 940	49 150 345	444 639	49 594 984
Débiteurs (note 5)	2	32 879 257	25 558 916	69 947	25 593 129
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	8 588 971	9 417 778		9 417 778
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	(4 171 927)	(4 594 385)		(4 594 385)
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	68 866 241	79 532 654	514 586	80 011 506
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	14 169 352	12 459 511	73 873	12 497 650
Revenus reportés (note 11)	12	1 422 776	1 435 812		1 435 812
Dettes à long terme (note 12)	13	89 679 105	86 282 619		86 282 619
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	816 400	596 600		596 600
Autres passifs (note 14)	15	8 186 917	9 097 859		9 097 859
	16	114 274 550	109 872 401	73 873	109 910 540
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(45 408 309)	(30 339 747)	440 713	(29 899 034)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	236 601 377	235 146 373	54 377	235 200 750
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	119 807	108 928		108 928
Stocks de fournitures	20	845 781	832 309		832 309
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	271 588	255 118		255 118
	23	237 838 553	236 342 728	54 377	236 397 105
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	14 491 931	22 219 804	39 427	22 359 231
Excédent de fonctionnement affecté	25	8 352 992	9 967 155	401 286	10 368 441
Réserves financières et fonds réservés	26	15 071 839	11 849 047		11 849 047
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(1 142 199)	(802 567)	()	(802 567)
Financement des investissements en cours	28	(6 533 923)	(543 975)		(643 975)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	161 578 533	162 451 036	54 377	162 505 413
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30	611 071	862 481		862 481
	31	192 430 244	206 002 981	495 090	206 498 071
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	13 528 175	12 189 783	13 196 186	12 420 305
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 464 770	3 140 967	3 257 226	3 075 360
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	26 159 721	25 611 533	24 753 445	22 508 995
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	3 118 358	2 997 510	2 997 510	2 781 584
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	710 423	425 000	425 000	357 607
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	43 800	32 446	32 446	38 778
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 767 754	1 768 582	1 768 582	1 733 477
Transferts	15				
Autres	16	685 167	648 768	748 768	116 924
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	4 325 350	4 910 715	4 910 715	4 302 033
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	8 766 456	8 766 456	8 767 016	7 435 482
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	3 200	39 003	39 003	30 768
	22	62 573 174	60 530 763	60 895 897	54 801 313

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	22 359 231	14 600 462
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 368 441	8 658 239
Réserves financières et fonds réservés	3	11 849 047	15 071 839
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(802 567)	(1 142 199)
Financement des investissements en cours	5	(643 975)	(6 533 923)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	162 505 413	161 633 470
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	862 481	611 071
	8	206 498 071	192 898 959
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	22 219 804	14 491 931
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	139 427	108 531
	11	22 359 231	14 600 462
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Rénovation patrimoniale	12.1		228 410
▪ Entretien majeur secteur culturel	12.2	250 500	125 500
▪ Entretien et réparation machinerie et bâtiments	12.3	200 000	200 000
▪ Logements sociaux	12.4	1 952 196	1 181 180
▪ Travaux voirie	12.5	110 000	110 000
▪ Services professionnels	12.6	283 500	208 500
▪ Réclamation dommages et intérêts	12.7	150 000	150 000
▪ Développement durable	12.8	348 203	348 203
▪ Fonds industriel	12.9	678 019	678 019
▪ Aides organismes	12.10	150 000	150 000
▪ Avantages sociaux futurs	12.11	211 860	211 860
▪ Aqueduc	12.12	569 971	1 565 785
▪ Budget participatif	12.13	100 000	179 398
▪ Égout	12.14	838 602	1 143 957
▪ Confection rôle d'évaluation et licences Microsoft	12.15	19 100	240 000
▪ Matières résiduelles	12.16	311 751	311 751
▪ Enlèvement neige	12.17	1 491 672	806 448
▪ Optimisation site web	12.18	125 000	100 000
▪ Autres	12.19	385 981	413 981
▪ Terrain secteur ouest partie nord	12.20	1 790 800	
	13	9 967 155	8 352 992
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Les Loisirs de Rivière-du-Loup	14.1	401 286	305 247
	15	401 286	305 247
	16	10 368 441	8 658 239

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Vidange des bassins	18.1	56 995
▪ Élections	18.2	101 061
▪ Patrimoine	18.3	283 985
	19	304 268
	405 329	340 980
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	7 284 757
Organismes contrôlés et partenariats	24	5 771 909
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	4 158 961
Organismes contrôlés et partenariats	26	8 958 950
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	
Autres		
▪	32.1	
	33	11 443 718
	34	14 730 859
	11 849 047	15 071 839

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	90 867)(
Autres		182 899)
▪	45.1 ()(
	46 (	90 867)(
		182 899)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()(
Autres	53 ()(
▪ Régime de retraite - policiers	54.1 (	711 700)(
▪ Fonds de roulement	54.2 ()(
	55 (	711 700)(
		927 800)
		31 500)
		959 300)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	802 567)(
		1 142 199)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 1 545 689	1 600 195
Investissements à financer	64 (2 189 664)(	8 134 118)
	65 (643 975)	(6 533 923)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 235 200 750	236 656 314
Propriétés destinées à la revente	67 108 928	119 807
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 432 100	452 429
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70 (4 594 385)	(4 171 927)
	71 231 147 393	233 056 623
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 231 147 393	233 056 623
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (86 282 619)(	89 679 105)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (526 381)(	640 895)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 17 455 322	17 937 549
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 711 700	959 300
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (68 641 978)(	71 423 151)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (2)(	2)
	81 (68 641 980)(	71 423 153)
	82 162 505 413	161 633 470

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L. Q. 2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 11 avril 2024, la Cour suprême du Canada a mis fin à la première partie du débat dans l'affaire visant la contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (la "Loi RRSM"). Comme les dispositions de la Loi RRSM permettant de suspendre l'indexation automatique des rentes des retraités ont été jugées inconstitutionnelles, invalides et inopérantes, une seconde partie sur les mesures compensatoires devra avoir lieu. Elle ne visera toutefois que les régimes pour lesquels l'organisme municipal a décidé de suspendre en totalité ou en partie l'indexation automatique des rentes des retraités à compter du 1er janvier 2017. Puisque le régime n'a pas suspendu l'indexation automatique, ce jugement n'a aucune incidence sur le régime.

Retraite Québec a émis des directives sur la façon de reconnaître l'impact de ce jugement dans les évaluations actuarielles. Ces directives n'ont aucun impact sur les résultats du présent rapport.

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- pour le déficit constaté initialement au 1^{er} janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications antérieures à 2020 à un régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas de régimes non capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (405 800)	(740 000)
Charge de l'exercice	4 (1 285 100)(	1 204 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 510 800	1 538 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (180 100)	(405 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 53 298 700	50 105 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (53 298 700)(	50 105 200)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (180 100)	(405 800)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (180 100)	(405 800)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (180 100)	(405 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 53 298 700	50 105 200
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (53 298 700)(	50 105 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 600 600
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	1 592 100
	20	1 600 600
Cotisations salariales des employés	21 (	800 300)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	800 300
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	505 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	429 200
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	1 305 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	2 893 700
Rendement espéré des actifs	32 (	2 914 400)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(20 700)
Charge de l'exercice	34	1 285 100
		1 204 100
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	3 764 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	2 914 400)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	849 800
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(1 581 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	2 881 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	1 932 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	(2 696 200)
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	3 135 900
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	6 742 300
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	15
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	28
		28
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,85 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,85 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	5,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	3,00 %
Autres hypothèses économiques	52.1	2,00 %
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (410 600)	(371 200)
Charge de l'exercice	56 (18 300)(	51 400)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 12 400	12 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (416 500)	(410 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (380 700)(	380 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (380 700)	(380 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (35 800)	(30 600)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (416 500)	(410 600)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (416 500)	(410 600)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (380 700)(	380 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (380 700)(	380 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	2 200 26 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	2 200 26 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	16 100 24 700
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	16 100 24 700
Charge de l'exercice	86	18 300 51 400
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	3 000 123 800
Prestations versées au cours de l'exercice	91	12 400 12 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	7 7
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,45 % 4,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	4,30 % 5,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	5,90 % 5,90 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	4,10 % 4,10 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2040 2040
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1
Description des régimes et autres renseignements			
La Ville offre à des employés qui ne peuvent participer au régime de retraite à prestations déterminées en raison de l'âge, une participation à un REER. La Ville contribue à raison de 9 % du salaire brut de l'employé.			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	7 407	467
Autres régimes	115		
	116	7 407	467

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités et/ou villes participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités et ou villes participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités et/ou villes participantes comptabilisent ces régimes comme s'il étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité et/ou ville participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice comme établi par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	7 235	8 076
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	24 380	27 216
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	9 403	9 439
	121	33 783	36 655

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	35 906 519	35 906 519	33 020 225
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	483 603	483 603	474 514
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			41 102
Autres	10			
	11	36 390 122	36 390 122	33 535 841
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 408 690	3 408 690	3 390 189
Égout	13	2 751 368	2 751 368	2 817 087
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 878 185	2 878 185	2 592 789
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Fosses septiques	17.1	104 758	104 758	117 660
Centres d'urgence 9-1-1	18	141 546	141 546	132 409
Service de la dette	19	100 561	100 561	148 792
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22	1 255 337	1 255 337	
	23	10 640 445	10 640 445	9 198 926
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	10 640 445	10 640 445	9 198 926
	28	47 030 567	47 030 567	42 734 767

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2025	2025	2025	2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	439 083	439 083	426 632
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31	437	437	139
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	2 122 482	2 122 482	2 041 003
Cégeps et universités	33	767 467	767 467	738 005
Écoles primaires et secondaires	34	1 252 386	1 252 386	1 186 310
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	4 581 855	4 581 855	4 392 089
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	142 808	142 808	139 413
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	7 822	7 822	7 362
Taxes d'affaires	39			
	40	150 630	150 630	146 775
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41	32 928	32 928	31 383
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43	32 928	32 928	31 383
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	119 872	119 872	119 614
	46	119 872	119 872	119 614
	47	4 885 285	4 885 285	4 689 861

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TRANSFERTS					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	48				
Sécurité publique					
Police	49				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	50				
Autres	51	124 679	124 679		129 025
Sécurité civile	52				
Autres	53				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	54	124 882	124 882		27 151
Enlèvement de la neige	55				
Autres	56				4 835
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	57				
Transport adapté	58				
Transport scolaire	59				
Autres	60				
Transport aérien	61				
Transport par eau	62				
Autres	63				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64				
Réseau de distribution de l'eau potable	65	217 540	217 540		99 601
Traitement des eaux usées	66				
Réseaux d'égout	67	146 855	146 855		170 738
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	68	275 334	275 334		219 700
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	69				
Tri et conditionnement	70				
Autres	71				
Autres	72				
Cours d'eau	73				
Protection de l'environnement	74	252 791	252 791		
Autres	75				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	76		
Autres	77		
Sécurité du revenu	78		
Autres	79		10 500
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	80		
Rénovation urbaine	81	88 043	88 043
Promotion et développement économique	82		
Autres	83		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	84	25 776	34 624
Activités culturelles			
Bibliothèques	85	211 149	211 149
Autres	86	31 355	31 355
Réseau d'électricité	87		
	88	1 498 404	1 507 252
			1 154 052

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			40 335
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95			3 211 171
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102	25 689	25 689	
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			747 818
Réseau de distribution de l'eau potable	106			2 582 675
Traitement des eaux usées	107			113 407
Réseaux d'égout	108			2 585 219
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	117		
Autres	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123	60 184	60 184
Autres	124		70 376
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	200 000	200 000
Activités culturelles			1 880 998
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	285 873	285 873
		285 873	11 231 999

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2025	2025	2025	2024
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	667 930	667 930	876 740
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 636 575	1 636 575	1 031 136
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC	138			
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140			
	140	2 304 505	2 304 505	1 907 876
TOTAL DES TRANSFERTS	141	4 088 782	4 097 630	14 293 927

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS	Réalisations	Réalisations	Réalisations	Réalisations
	2025	2025	2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	142	51 187	51 187	35 736
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	51 187	51 187	35 736
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	506 788	506 788	501 770
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	506 788	506 788	501 770
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	42 738	42 738	38 672
Autres	156			
	157	42 738	42 738	38 672
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	6 007	6 007	4 432
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	3 516 833	3 516 833	3 507 075
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166	5 000	5 000	5 000
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	3 527 840	3 527 840	3 516 507

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	423 114	423 114	389 701
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182	95 756	95 756	70 420
	183	518 870	518 870	460 121
Réseau d'électricité				
	184			
	185	4 647 423	4 647 423	4 552 806

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186			
Évaluation	187	23 110	23 110	21 325
Autres	188	106 811	106 811	183 132
	189	129 921	129 921	204 457
Sécurité publique				
Police	190	177 015	177 015	155 404
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	233 288	233 288	266 375
Sécurité civile	193			
Autres	194	1 150	1 150	1 475
	195	411 453	411 453	423 254
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	21 548	21 548	58 576
Enlèvement de la neige	197	23 614	23 614	26 674
Autres	198	27 639	27 639	6 619
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202		49 735	49 963
Autres	203			
	204	72 801	122 536	141 832
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205	1 192	1 192	
Réseau de distribution de l'eau potable	206	179 359	179 359	165 775
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208	168 285	168 285	169 999
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	1 593 249	1 593 249	1 378 534
Matières recyclables	210			
Autres	211	1 581	1 581	1 040
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213	521	521	
Autres	214			
	215	1 944 187	1 944 187	1 715 348

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219	19 733	19 733	9 819
	220	19 733	19 733	9 819
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224	56 998	56 998	55 967
	225	56 998	56 998	55 967
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	1 846 106	2 279 032	1 915 840
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	68 199	68 199	27 175
Autres	228	62 474	62 474	51 388
	229	1 976 779	2 409 705	1 994 403
Réseau d'électricité				
	230			
	231	4 611 872	5 094 533	4 545 080
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	9 259 295	9 741 956	9 097 886

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	222 316	222 316	254 402
Droits de mutation immobilière	234	1 836 711	1 836 711	1 209 192
Droits sur les carrières et sablières	235	15 590	15 590	18 118
Autres	236			
	237	2 074 617	2 074 617	1 481 712
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	855 938	855 938	605 647
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	1 624 567	1 624 567	1 524 998
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	1 430 310	1 430 310	(268 418)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	136 065	136 065	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244	379 152	379 152	169 297
Contributions des promoteurs	245			4 130 633
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248	785 834	785 834	
Autres	249			
Redevances réglementaires	250	571 837	571 837	394 770
Autres	251	1 152 299	1 052 299	754 628
	252	4 455 497	4 355 497	5 180 910
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	1 050 682	10 405	1 061 087	1 043 381
Greffes et application de la loi	2	1 574 400	6 118	1 580 518	1 310 054
Gestion financière et administrative	3	2 421 485	59 671	2 481 156	2 220 241
Évaluation	4	809 905		809 905	526 580
Gestion du personnel	5	625 697		625 697	617 066
Autres					
▪ Non réparties	6.1	1 712 382	148 026	1 860 408	944 708
	7	8 194 551	224 220	8 418 771	6 662 030
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	3 607 998	33 137	3 641 135	3 506 958
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	3 698 722	518 960	4 217 682	3 833 844
Sécurité civile	11	50 513	1 597	52 110	33 133
Autres	12	259 962		259 962	245 630
	13	7 617 195	553 694	8 170 889	7 619 565
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	3 478 006	1 826 354	5 304 360	4 495 046
Enlèvement de la neige	15	4 548 577	296 213	4 844 790	4 773 924
Éclairage des rues	16	227 485	94 262	321 747	337 602
Circulation et stationnement	17	946 329	90 075	1 036 404	901 309
Transport collectif					
Transport en commun	18	69 230	1 867	71 097	70 156
Transport aérien	19	180 306	30 658	210 964	249 729
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	9 449 933	2 339 429	11 789 362	10 827 766

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 491 012	410 284	1 901 296	1 926 413
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 477 010	947 053	2 424 063	2 292 705
Traitement des eaux usées	25	974 657	716 276	1 690 933	1 868 286
Réseaux d'égout	26	1 333 342	1 130 672	2 464 014	2 222 316
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	887 599		887 599	471 904
Élimination	28	3 590 870	450 669	4 041 539	3 791 373
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	881 892		881 892	542 406
Tri et conditionnement	30	506 021	34 022	540 043	910 945
Matières organiques					
Collecte et transport	31	387 017	28 919	415 936	348 770
Traitement	32	564 142		564 142	537 326
Matériaux secs	33	11 831		11 831	36 488
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	51 145		51 145	46 590
Protection de l'environnement	38	197 077		197 077	198 820
Autres	39	177 674		177 674	88 801
	40	12 531 289	3 717 895	16 249 184	15 283 143
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	665 188		665 188	142 118
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	44	82 146		82 146	107 541
	45	747 334		747 334	249 659

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	849 962	6 309	856 271	794 924
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47	146 739		146 739	182 199
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	561 933	8 629	570 562	495 626
Tourisme	50	272 307	18 387	290 694	286 172
Autres	51				
Autres	52				
	53	1 830 941	33 325	1 864 266	1 758 921

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
LOISIRS ET CULTURE					
<i>Activités récréatives</i>					
Centres communautaires	54	607 779	39 540	647 319	640 250
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 390 504	787 923	3 178 427	2 718 725
Piscines, plages et ports de plaisance	56	690 251	15 815	706 066	721 839
Parcs et terrains de jeux	57	1 802 914	635 714	2 438 628	2 315 346
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60	177 727	22 525	200 252	417 944
	61	5 669 175	1 501 517	7 170 692	6 814 104
<i>Activités culturelles</i>					
Centres communautaires	62	1 088 526	121 840	1 210 366	1 269 011
Bibliothèques	63	1 048 629	265 597	1 314 226	1 008 748
<i>Patrimoine</i>					
Musées et centres d'exposition	64	105 572	8 939	114 511	104 112
Autres ressources du patrimoine	65	26 206		26 206	26 285
Autres	66				
	67	2 268 933	396 376	2 665 309	2 408 156
	68	7 938 108	1 897 893	9 836 001	9 222 260

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	3 189 910		3 189 910	3 189 910	2 892 866
Autres frais	71	232 600		232 600	232 600	246 325
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	(4 600)		(4 600)	(4 600)	3 600
Autres	73	37 046		37 046	37 046	35 178
	74	3 454 956		3 454 956	3 454 956	3 177 969
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	8 766 456 (	8 766 456)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	853 866	853 866	4 495 093
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	64 286	64 286	133 519
Conduites d'égout	4	489 328	489 328	4 484 994
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	487 200	487 200	277 776
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 092 546	2 092 546	5 359 406
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9	17 725	17 725	
Parcs et terrains de jeux	10	2 102 570	2 102 570	3 219 142
Autres infrastructures	11	606 689	606 689	1 979 257
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	138 319	138 319	557 304
Édifices communautaires et récréatifs	14	29 693	29 693	389 256
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	247 139	247 139	177 838
Ameublement et équipement de bureau	18	67 777	67 777	68 390
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 668 059	1 668 059	846 220
Terrains	20	1 444	1 444	35 780
Autres	21			5 320
	22	8 866 641	8 866 641	22 029 295

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	625 387	625 387	4 405 747
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	64 286	64 286	133 519
Conduites d'égout	4	260 849	260 849	4 380 757
Autres infrastructures	5	5 110 891	5 110 891	10 731 344
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	228 479	228 479	89 346
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	228 479	228 479	104 237
Autres infrastructures	10	195 839	195 839	104 237
Autres immobilisations corporelles	11	2 152 431	2 152 431	2 080 108
	12	8 866 641	8 866 641	22 029 295

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	8 958 950	616 709	5 416 698	4 158 961
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 255 968	2 688 561	408 717	6 535 812
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	59 167 533	5 217 415	5 726 043	58 658 905
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	72 382 451	8 522 685	11 551 458	69 353 678
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	13 158 549	275 013	611 113	12 822 449
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	13 158 549	275 013	611 113	12 822 449
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	4 779 000		146 127	4 632 873
	15	17 937 549	275 013	757 240	17 455 322
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	17 937 549	275 013	757 240	17 455 322
	19	90 320 000	8 797 698	12 308 698	86 809 000
Dette en cours de refinancement	20 ((
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	90 320 000	8 797 698	12 308 698	86 809 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	86 809 000	90 320 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	2 189 664	8 134 118
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	4 158 961	8 958 950
Débiteurs	8	17 455 322	17 937 549
Autres montants	9	1 545 689	1 600 195
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	65 838 692	69 957 424
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	65 838 692	69 957 424
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	2 042 071	4 437 896
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	67 880 763	74 395 320
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	67 880 763	74 395 320
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	771 268	3 130 318
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	383 082	383 082	357 145
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	311 138	311 138	333 237
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	69 230	69 230	68 289
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	480 233	480 233	445 071
Cours d'eau	13	51 145	51 145	46 590
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	83 116	83 116	86 134
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	233 282	233 282	236 343
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	43 376	43 376	42 548
Activités culturelles	23	113 980	113 980	118 120
Réseau d'électricité	24			
	25	1 768 582	1 768 582	1 733 477

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	201 352	428 199
Charges sociales	2	48 508	97 851
Biens et services	3	8 616 781	21 258 677
Frais de financement	4		239 248
Autres	5		
	6	8 866 641	22 023 975

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	40,72	40,00	84 688,80	4 379 840	1 255 824	5 635 664
Professionnels	2						
Cols blancs	3	46,85	35,00	85 275,15	3 058 624	827 496	3 886 120
Cols bleus	4	46,45	40,00	96 606,32	3 236 545	859 848	4 096 393
Policiers	5						
Pompiers	6	22,66	40,00	47 125,40	1 432 675	192 249	1 624 924
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	156,68		313 695,67	12 107 684	3 135 417	15 243 101
Élus	9	7,00			283 451	54 058	337 509
	10	163,68			12 391 135	3 189 475	15 580 610

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	217 540				217 540
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	146 855				146 855
Autres	6	3 438 514	285 873			3 724 387
	7	3 802 909	285 873			4 088 782

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	33 316	18 897
Évaluation	2	(35)	29
Autres	3	59 409	65 184
	4	92 690	84 110
Sécurité publique			
Police	5	36 235	45 590
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	469 026	483 754
Sécurité civile	8		
Autres	9	1 363	1 065
	10	506 624	530 409
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	583 391	513 473
Enlèvement de la neige	12	32 676	33 675
Autres	13	42 526	40 612
Transport collectif	14		
Autres	15	335 965	220 045
	16	994 558	807 805
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	13 915	17 023
Réseau de distribution de l'eau potable	18	409 374	358 390
Traitement des eaux usées	19	155 737	159 596
Réseaux d'égout	20	389 969	344 542
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	133 978	170 046
Matières recyclables	22	(34)	20
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	(29)	34
Autres	26		
	27	1 102 910	1 049 651
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	(3)	3
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31	(18)	20
	32	(21)	23
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	109	558
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	80 229	82 693
Autres	36		
	37	80 338	83 251
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	304 850	253 951
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	329 662	340 691
Autres	40	43 345	28 078
	41	677 857	622 720
Réseau d'électricité			
	42		
	43	3 454 956	3 177 969

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Amstad, Chantal	1.1	Conseiller	10 388	5 194	
Beaulieu, André	1.2	Conseiller	17 252	8 626	
Bastille, Mario	1.3	Maire	85 673	20 294	13 392
Drapeau, Steeve	1.4	Conseiller	22 599	7 332	
Bélanger, Valérie	1.5	Conseiller	2 588	1 294	
Lemieux, Richard	1.6	Conseiller	2 588	1 294	
Vignet, Sylvie	1.7	Conseiller	4 174	2 087	
Thériault, Carl	1.8	Conseiller	17 252	8 626	
Samson, Edith	1.9	Conseiller	17 252	8 626	
	2		179 766	63 373	13 392

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	10 350 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	_____ \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	_____ \$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	_____ \$
Ligne 3 : Autres revenus	7	_____ \$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	_____ \$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	_____ \$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	_____ \$
Ligne 9 : Autres charges	11	_____ \$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	_____ \$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	_____ \$
Ligne 14 : Débiteurs	14	_____ \$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	_____ \$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	_____ \$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	_____ \$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	_____ \$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	_____ \$
Ligne 24 : Libres	20	_____ \$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	_____ \$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	_____ \$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	_____ \$
Constatés au cours de l'exercice	24	_____ \$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	_____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	47	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	48		3 595 \$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	49	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025	50		324 425 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	51	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	52		\$	

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 _____ 546-2019

b) Date d'adoption de la résolution

93 _____ 2019-10-28

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 1 065 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 454 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Marie-Catherine Bégin-Drolet

Adresse courriel du directeur général

10 mcbd@villerdl.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-05-04

Nom du signataire : Jacques Moreau, OMA

Fonction du signataire : Directeur des finances et trésorier

Date de transmission au Ministère : 2026-05-05

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-05 07:48

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	63 742 334	63 405 481	72 633 338	1 717 574	73 124 847
Investissement	2	17 563 348	5 305 154	1 218 752		1 118 752
	3	81 305 682	68 710 635	73 852 090	1 717 574	74 243 599
Charges	4	54 601 766	62 573 174	60 530 763	1 691 199	60 895 897
Excédent (déficit) lié aux activités	5	26 703 916	6 137 461	13 321 327	26 375	13 347 702
Moins : revenus d'investissement	6 (	17 563 348)(	5 305 154)(	1 218 752)(	)	1 118 752)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	9 140 568	832 307	12 102 575	26 375	12 228 950
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	7 434 922	8 766 456	8 766 456	560	8 767 016
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	7 345 386)(	7 734 864)(	11 551 460)(	)	11 551 460)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 303 810)(	2 141 927)(	2 386 772)(	)	2 386 772)
Excédent (déficit) accumulé	12	(776 922)	253 028	3 690 012		3 690 012
Autres éléments de conciliation	13	310 790	25 000	1 686 381		1 686 381
	14	(2 680 406)	(832 307)	204 617	560	205 177
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 460 162		12 307 192	26 935	12 434 127

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	31 569 940	49 150 345	49 594 984	32 015 832
Débiteurs	2	32 879 257	25 558 916	25 593 129	32 907 879
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	8 588 971	9 417 778	9 417 778	8 588 971
Autres	5	(4 171 927)	(4 594 385)	(4 594 385)	(4 171 927)
	6	68 866 241	79 532 654	80 011 506	69 340 755
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	14 169 352	12 459 511	12 497 650	14 230 088
Revenus reportés	10	1 422 776	1 435 812	1 435 812	1 422 776
Dette à long terme	11	89 679 105	86 282 619	86 282 619	89 679 105
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	816 400	596 600	596 600	816 400
Autres	13	8 186 917	9 097 859	9 097 859	8 186 917
	14	114 274 550	109 872 401	109 910 540	114 335 286
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(45 408 309)	(30 339 747)	(29 899 034)	(44 994 531)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	236 601 377	235 146 373	235 200 750	236 656 314
Autres	17	1 237 176	1 196 355	1 196 355	1 237 176
	18	237 838 553	236 342 728	236 397 105	237 893 490
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	14 491 931	22 219 804	22 359 231	14 600 462
Excédent de fonctionnement affecté	20	8 352 992	9 967 155	10 368 441	8 658 239
Réserves financières et fonds réservés	21	15 071 839	11 849 047	11 849 047	15 071 839
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	1 142 199)(	802 567)(	802 567)(	1 142 199)
Financement des investissements en cours	23	(6 533 923)	(543 975)	(643 975)	(6 533 923)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	161 578 533	162 451 036	162 505 413	161 633 470
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25	611 071	862 481	862 481	611 071
	26	192 430 244	206 002 981	206 498 071	192 898 959

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Rénovation patrimoniale	1.1		228 410
▪ Entretien majeur secteur culturel	1.2	250 500	125 500
▪ Entretien et réparation machinerie et bâtiments	1.3	200 000	200 000
▪ Logements sociaux	1.4	1 952 196	1 181 180
▪ Travaux voirie	1.5	110 000	110 000
▪ Services professionnels	1.6	283 500	208 500
▪ Réclamation dommages et intérêts	1.7	150 000	150 000
▪ Développement durable	1.8	348 203	348 203
▪ Fonds industriel	1.9	678 019	678 019
▪ Aides organismes	1.10	150 000	150 000
▪ Avantages sociaux futurs	1.11	211 860	211 860
▪ Aqueduc	1.12	569 971	1 565 785
▪ Budget participatif	1.13	100 000	179 398
▪ Égout	1.14	838 602	1 143 957
▪ Confection rôle d'évaluation et licences Microsoft	1.15	19 100	240 000
▪ Matières résiduelles	1.16	311 751	311 751
▪ Enlèvement neige	1.17	1 491 672	806 448
▪ Optimisation site web	1.18	125 000	100 000
▪ Autres	1.19	385 981	413 981
▪ Terrain secteur ouest partie nord	1.20	1 790 800	
	2	9 967 155	8 352 992
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	401 286	305 247
	4	10 368 441	8 658 239
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Vidange des bassins	6.1		56 995
▪ Élections	6.2	101 061	283 985
▪ Patrimoine	6.3	304 268	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	7 284 757	5 771 909
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	4 158 961	8 958 950
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		
Autres			
▪	15.1		
	16	11 849 047	15 071 839
	17	22 217 488	23 730 078

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	65 838 692	69 957 424
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	67 880 763	74 395 320

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 158 961	8 958 950
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	58 658 905	59 167 533
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 535 812	4 255 968
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	12 822 449	13 158 549
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	4 632 873	4 779 000
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	86 809 000	90 320 000

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	42 693 665	43 657 928	45 775 230	45 775 230
Compensations tenant lieu de taxes	13	4 689 861	4 761 707	4 885 285	4 885 285
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 049 227	3 241 972	3 802 909	3 811 757
Services rendus	16	8 680 137	7 803 559	9 259 295	9 741 956
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 087 359	1 679 125	2 930 555	2 930 555
Autres	18	2 542 085	2 261 190	5 980 064	5 980 064
	19	63 742 334	63 405 481	72 633 338	73 124 847
Investissement					
Taxes	20	41 102		1 255 337	1 255 337
Quotes-parts	21				
Transferts	22	11 231 999	5 305 154	285 873	285 873
Autres	23	6 290 247		(322 458)	(422 458)
	24	17 563 348	5 305 154	1 218 752	1 118 752
	25	81 305 682	68 710 635	73 852 090	74 243 599

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	8 194 551	224 220	8 418 771	8 418 771	6 662 030
Sécurité publique						
Police	2	3 607 998	33 137	3 641 135	3 641 135	3 506 958
Sécurité incendie	3	3 698 722	518 960	4 217 682	4 217 682	3 833 844
Autres	4	310 475	1 597	312 072	312 072	278 763
Transport						
Réseau routier	5	9 200 397	2 306 904	11 507 301	11 507 301	10 507 881
Transport collectif	6	249 536	32 525	282 061	401 460	319 885
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	5 276 021	3 204 285	8 480 306	8 480 306	8 309 720
Matières résiduelles	9	6 829 372	513 610	7 342 982	7 342 982	6 639 212
Autres	10	425 896		425 896	425 896	334 211
Santé et bien-être	11	747 334		747 334	747 334	249 659
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	849 962	6 309	856 271	856 271	794 924
Promotion et développement économique	13	834 240	27 016	861 256	861 256	781 798
Autres	14	146 739		146 739	146 739	182 199
Loisirs et culture	15	7 938 108	1 897 893	9 836 001	10 081 736	9 222 260
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	3 454 956		3 454 956	3 454 956	3 177 969
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	51 764 307	8 766 456	60 530 763	60 895 897	54 801 313
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	8 766 456 (	8 766 456)			
	21	60 530 763		60 530 763	60 895 897	54 801 313

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	17 563 348	1 218 752		1 118 752
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	22 023 975)(	8 866 641)(	)	8 866 641)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 626 407)(	(322 475)))(	)	(322 475))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	7 444 639	8 522 685		8 522 685
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 303 810	2 386 772		2 386 772
Excédent accumulé	6	952 419	3 022 614		3 022 614
	7	(12 949 514)	5 387 905		5 387 905
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	4 613 834	6 606 657		6 506 657

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14